

3 septembre 1939 - 3eme jour de la Guerre et la trahison d'une signature lourde de conséquences.

Dès le début de l'agression par l'Allemagne, le gouvernement polonais contacte la France et la Grande-Bretagne, demandant d'intervenir en vertu du traité d'assistance. La diplomatie est embarrassée. Le ministre français des affaires étrangères, Bonnet, même après l'entrée des Allemands en Pologne et les bombardements de Varsovie, fait tout pour éviter l'inévitable.

Le 3 septembre, après un ultimatum envoyé à l'Allemagne, l'Angleterre déclare la guerre à Hitler à 11 heures. La France agit de même, six heures après. Mais les actes ne suivent pas les paroles. C'est une déclaration sans action.



Alors que la grande majorité des forces allemandes est engagée à l'Est, à l'Ouest, à la frontière française, stationnent seulement 25 divisions, très peu d'avions et surtout aucun blindé chenillé allemand à l'ouest du Rhin! De plus, la Wehrmacht ne possède aucune arme antichar capable de rejeter une invasion de blindés.

Le 4 septembre, l'ambassadeur de la République polonaise à Londres, Monsieur Edward Raczyński, écrit dans son journal : « *J'ai rendu visite à lord Halifax, et j'ai souligné la nécessité d'une action militaire immédiate à l'ouest. Lord Halifax me rassura solennellement que la Grande Bretagne a pour but principal la victoire sur l'Allemagne...* »

Le même jour, l'ambassadeur de Pologne en France écrit un texte prémonitoire :

« *Les Français et les Anglais n'ont toujours pas attaqué l'Allemagne. A cause de cette inactivité, la Pologne se trouve dans une situation lamentable. Si la*

France et l'Angleterre n'interviennent pas immédiatement, l'Union Soviétique attaquera et annexera la Pologne orientale. »

Conformément au traité avec la Pologne, la France mobilise. Le 7 septembre 1939, la grande crainte des généraux allemands d'une guerre sur deux fronts semble se réaliser. La France aligne, face à la frontière allemande dégarnie, 86 divisions prêtes au combat. Le Général Gamelin déclenche une opération dans la région sarroise pour soulager l'armée polonaise. A l'époque, la supériorité militaire sur le front Ouest de la France et de l'Angleterre est triple en hommes et quadruple en avions. Quant aux 2 500 chars français, pour partie largement supérieurs aux panzers allemands, ils n'ont pratiquement aucun blindé face à eux. En Sarre, le général allemand Erwin Von Witzleben compte seulement 13 divisions, a peu près dépourvues de chars.

La lente offensive française opérée sans conviction atteint son apogée le 12 septembre, quand le général Gamelin fait stopper l'avance, la limitant à la conquête d'un territoire de 25 km de long sur 5 à 8 km de large. La ligne Siegfried n'est même pas attaquée. Arrêtant les opérations militaires le général Gamelin ne prévient même pas son allié polonais. Le 21 septembre, le Général Gamelin ordonne à l'armée française de se replier sur la Ligne Maginot.

Déjà le 2 septembre, le ministre des colonies, George Mandel, s'est adressé ainsi à Anatol Münhstein, conseiller du ministre polonais des affaires étrangères Józef Beck :

« Vous les connaissez Monsieur : Ils ne savent pas quoi faire, ils meurent de peur. Ils espèrent continuellement que tout s'arrangera à la dernière minute. C'est pourquoi ils racontent n'importe quoi. Ils se mobilisent pour aider la Pologne avec un espoir secret, qu'ils arriveront trop tard. »

La décision de Gamelin fait suite de la réunion du Conseil Suprême Interallié à Abbeville, le 12 septembre 1939 à laquelle assistent le premier ministre Edouard Daladier, le général Maurice Gamelin et le premier ministre britannique Neville Chamberlain. Voici un extrait du rapport final :

« Le Conseil enregistre avec satisfaction que, tant en France qu'en Grande-Bretagne, l'opinion publique est en complet accord avec le gouvernement de son pays ; que, dans les deux pays, on estime que les Alliés ne seraient en mesure de négocier la paix qu'avec un gouvernement sur la parole duquel on puisse se reposer ; que la solidarité franco-britannique n'a jamais été plus solide qu'à l'heure présente. des opérations offensives de grande envergure ne doivent pas être entreprises par les armées alliées sur le front occidental à l'ouverture des hostilités; les forces aériennes des Alliés doivent s'abstenir pour le moment d'attaquer des objectifs situés en Allemagne, eu égard au risque encouru de faire des victimes parmi les populations civiles ; mais que des représailles immédiates doivent être exercées dans le cas où des forces aériennes allemandes se livreraient à des attaques de cette nature en France

ou en Grande-Bretagne ; – les Alliés ne peuvent rien pour empêcher l'invasion de la Pologne ; »

Sept ans plus tard, lors du procès de Nuremberg, le général Jodl, chef de l'état-major de la Wehrmacht, a dit : *« Si nous ne nous sommes pas effondrés des 1939, cela est dû simplement au fait que, pendant la campagne de Pologne, les 110 divisions françaises et anglaises à l'Ouest sont demeurées absolument inactives en face des 23 divisions allemandes ».*

Keitel, maréchal et commandant suprême des forces armées allemandes, déclare la même chose : *« Si la France et l'Angleterre avaient attaqué, nous n'aurions pu leur opposer qu'un simulacre de défense. »*

Jacek Rewerski